Lorsque le premier ministre m'a nommé ministre des Postes pour la première fois en 1972 j'ai assumé cette tâche avec beaucoup d'enthousiasme. Et, je l'avoue, c'est avec un certain regret que j'ai quitté ce poste lorsqu'en 1974 il me mutait à un autre ministère. Aussi, j'étais particulièrement fier, l'an dernier, lorsque le premier ministre m'a à nouveau confié ce ministère, car c'est plutôt rare en politique de pouvoir finir son travail. Je suis très content de pouvoir dire: Mission accomplie.

Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier tout particulièrement le sous-ministre des Postes, M. Jim Corkery, qui m'a aidé, secondé et appuyé au cours des récents mois en vue d'en venir aujourd'hui à la transformation de ce ministère en une corporation de la Couronne. Je suis le dernier ministre des Postes à prendre la parole à la Chambre. Je suis reconnaissant au premier ministre de me permettre de vivre ce moment historique: Avec la création de cette corporation il n'y aura plus de ministre des Postes. Je pense qu'on peut dire enfin, c'est une époque révolue. C'est une époque révolue mais c'est le début d'une nouvelle époque. L'établissement de cette corporation, j'en suis absolument convaincu, monsieur le président, permettra aux employés de cette société de vivre dans un environnement et un climat qu'ils souhaitent depuis longtemps. Cela permettra au public canadien de profiter d'un meilleur service et cela permettra surtout aux cadres administratifs de cette corporation de donner leur pleine mesure, conscients qu'ils sont totalement maîtres de la situation et qu'ils n'ont pas à dépendre de décisions émanant d'autres ministères pour bien gérer les postes canadiennes. Je dis donc, en terminant, vive la nouvelle Société canadienne des postes!

● (2030)

[Traduction]

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que j'ai écouté les observations du ministre des Postes (M. Ouellet). J'hésite à dire que même si nous risquons de ne plus avoir de ministre des Postes en tant que tel à l'avenir, il y aura certainement un ministre du cabinet qui sera responsable des services postaux. Je ne sais pas s'il se portera mieux de ne plus s'appeler ministre des Postes mais ministre responsable des Postes, car sous sa forme actuelle, le bill rend le gouvernement toujours responsable de la moindre question concernant les postes, y compris les tarifs postaux.

Comme le ministre l'a signalé dans son discours, le comité a modifié de bien des façons la procédure complexe décrite dans le bill C-42 sous la forme où il a été présenté à la Chambre. Je sais gré au ministre d'avoir félicité le parti conservateur pour le travail qu'il a fourni au comité. Le ministre sait sans doute, comme les autres députés, que nous avons consacré beaucoup de temps à ce bill, mais peut-être pas autant que nous l'aurions dû. J'y reviendrai dans quelques instants. Malheureusement, le gouvernement s'est efforcé d'accélérer l'étude de ce bill au comité. J'ai une motion à présenter à la fin de mon discours concernant ce problème.

Le service postal actuel est sans doute l'activité la plus visible du gouvernement dans notre pays. Comme je l'ai dit à l'étape de la deuxième lecture, un employé des postes descend presque tous les jours ma rue, et il représente le gouvernement

Société canadienne des postes—Loi

du Canada. Lorsqu'il livre le courrier, il le représente encore. Lorsque le courrier est ralenti, endommagé ou détruit, il représente également le gouvernement canadien. Malheureusement, la représentation du gouvernement dans nos rues et sur nos routes n'a pas été très brillante par le passé, elle a même terni notre réputation.

Ce projet de société des postes suscite de grands espoirs mais je ne pense pas qu'un seul député soit convaincu en son âme et conscience que les difficultés des postes seront toutes résolues par la création d'une société de la Couronne. Simplement pour m'assurer que ces préoccupations atteignent l'oreille du ministre et quiconque sera chargé des destinées de la nouvelle société, à supposer que le projet soit adopté par la Chambre et le Sénat, je voudrais faire état de certaines inquiétudes que des électeurs ont signalées à leurs députés sur la façon dont le ministère des Postes a agi et continue d'agir aujourd'hui. Voici une lettre d'un certain J. V. Gordon:

A l'instar de nombreux autres Canadiens j'en suis certain, depuis quelques mois, je suis de plus en plus à la fois déçu et furieux de la façon dont s'effectue la livraison du courrier . . .

La lettre a été postée le 17 janvier au soir, oblitérée le 18 pour parvenir à destination le 27, soit 10 jours pour parcourir 16 milles! J'ai eu le temps de passer une semaine en Angleterre et de revenir chez moi le 24 janvier, soit trois jours avant que la lettre ne parvienne à destination.

Et voici la réponse du ministre:

En règle générale, le ministère des Postes achemine le courrier avec une efficacité minimale de 95 p. 100 . . . cependant, il suffit que 1 p. 100 du courrier retarde pour représenter 250,000 retards par jour.

En parlant de retard et de délai de livraison moyen, il faut se rendre compte qu'un intervalle de sept jours entre la mise à la poste et la livraison est un délai moyen. J'ai signalé à l'étape du rapport comment j'ai communiqué au ministre des Postes une lettre que j'ai reçue le 26 mars de Bill Kennett, inspecteur général des banques. En voici un passage:

Suite à votre lettre du 12 mars 1981, que nous avons reçue le vendredi 20 mars, je vous envoie une copie du projet de règlements publié le 20 décembre 1980.

Voilà le genre de service qu'on nous donne. Le bureau de Bill Kennett est situé à la Place Bell Canada, ici même à Ottawa. Voici un extrait de la lettre que j'ai envoyée au ministre:

Croyez-vous qu'il soit nécessaire que les fonctionnaires qui communiquent avec le Parlement et vice-versa aient recours au service des messagers parlementaires pour être certains que le courrier soit livré le lendemain, ou cela va-t-il constituer une violation des dispositions du projet de loi?

Le service n'est ni bon, ni même satisfaisant: il est inexistant. Il n'est plus ce qu'il était il y a 20, 50 ou 75 ans. Voilà dans quel état se trouve le ministère des Postes. Comme je l'ai dit, j'ai l'intention de présenter une motion plus tard ce soir et l'état actuel des choses est une de mes principales motivations.

Le ministre dit que le service est satisfaisant à 95 p. 100, mais il ne comprend pas ce terme de la même façon que moi et mes électeurs. Ces derniers attendent du ministère un service postal d'aussi bonne qualité que celui qu'ont connu leurs parents et grands-parents. Ils ne veulent pas d'un service qui ne fonctionne pas bien, qui n'est pas ponctuel et sur lequel on ne peut compter. C'est justement ce genre de service que le Canada est obligé de subir.